Département Moyen-Orient et Asie centrale Conférence de presse sur les Perspectives économiques régionales

31 octobre 2024 Dubaï

Point presse de Jihad Azour

Bienvenue au lancement de l'édition d'octobre 2024 des Perspectives économiques régionales du FMI pour le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord. Je suis très heureux d'être de retour à Dubaï pour échanger avec vous sur les perspectives économiques et les priorités de politiques publiques dans la région.

Commençons par un état des lieux.

Cette année a été difficile. Les conflits ont causé de terribles souffrances humaines et des dégâts économiques durables. La récente escalade au Liban a considérablement accru l'incertitude dans la région Moyen-Orient et Afrique du Nord.

Nos prévisions pour 2024 font état d'une croissance de 2,1 %, soit une révision à la baisse de 0,6 point de pourcentage par rapport à nos prévisions du mois d'avril. Cette baisse s'explique en grande partie par les répercussions des conflits et les réductions prolongées de la production pétrolière par l'OPEP+. Si ces facteurs se dissipent progressivement, nous tablons sur une croissance plus forte, de l'ordre de 4 %, en 2025. Cependant, il existe une grande incertitude quant au moment où la pression liée à ces facteurs diminuera.

Pour les pays exportateurs de pétrole, nous anticipons pour 2025 une accélération de la croissance à 4 %, contre 2,3 % cette année, mais cette évolution dépendra de la fin des réductions de production volontaires.

La croissance devrait également s'accélérer dans les pays émergents de la région, passant de 2,4 % cette année à 3,8 % en 2025, mais cette projection repose sur l'hypothèse d'un apaisement des conflits. De même, le renforcement de la croissance des pays à faible revenu dépend largement de la pacification au Soudan.

En définitive, les perspectives sont entachées de risques et, par conséquent, nos prévisions sont assorties de fortes mises en garde. Il est par ailleurs important de noter

que ces prévisions, qui ont été finalisées vers la mi-septembre, **ne reflètent pas** encore les effets de l'évolution récente de la situation dans la région. Nous suivons cette situation et la récente escalade avec beaucoup d'inquiétude et nous essayons d'en évaluer les effets économiques potentiels. Dans l'ensemble, ces effets dépendront de la gravité et de l'étendue d'une éventuelle escalade.

Le conflit pourrait avoir de multiples répercussions au niveau de la région. Au-delà de l'impact sur la production, les autres principaux canaux de transmission sont le tourisme, le commerce, les flux potentiels de réfugiés et de migrants, les marchés du pétrole et du gaz, les dégâts pour l'environnement, les marchés financiers et les troubles sociaux potentiels.

L'éventualité d'un conflit prolongé au Soudan, d'une fragmentation géoéconomique accrue, de la volatilité des prix des produits de base (en particulier pour les pays exportateurs de pétrole), de dettes et de besoins de financement élevés dans les pays émergents et de chocs climatiques récurrents suscite également de vives inquiétudes. En outre, l'incapacité à mettre en œuvre des réformes adéquates pourrait limiter des perspectives de croissance à moyen terme déjà mitigées.

La hiérarchisation des priorités de politiques publiques est essentielle dans cet environnement incertain.

Les pouvoirs publics ont la lourde tâche de préserver la stabilité macroéconomique et la viabilité de la dette, tout en gérant les difficultés liées aux conflits et en améliorant les perspectives de croissance à moyen terme.

Il convient d'accélérer les réformes pour à la fois augmenter la résilience face aux chocs et stimuler la croissance à moyen terme. Les axes prioritaires sont l'amélioration de la gouvernance, la création d'emplois, en particulier pour les femmes et les jeunes, la promotion de l'investissement et le développement financier.

La levée d'obstacles aux échanges, la diversification des marchés et l'investissement dans les infrastructures sont également indispensables à la résilience économique, de même que la stimulation de la concurrence dans le secteur financier afin d'accroître le crédit au secteur privé.

Nos études sur le développement financier, reprises dans le rapport sur les Perspectives économiques régionales paru aujourd'hui, montrent que les réformes engagées pour

stimuler la concurrence dans le secteur bancaire (réduction du rôle de l'État, abaissement des barrières à l'entrée, assouplissement des restrictions sur les comptes de capital) pourraient accroître le crédit réel au secteur privé de plus de 5 % et le PIB par habitant de près de 2 % au bout de cinq ans.

Il reste essentiel d'assurer la viabilité des finances publiques et de préserver les systèmes de protection sociale. Les pays confrontés à des niveaux d'endettement et à des besoins de financement élevés devront poursuivre leur processus de rééquilibrage budgétaire afin de réduire de manière décisive le fardeau de la dette et de renforcer leur capacité de résistance aux chocs futurs. Les pays à faible revenu devront s'attaquer à l'insécurité alimentaire dans le cadre de leurs stratégies budgétaires. Les pays exportateurs de pétrole de la région Moyen-Orient et Afrique du Nord devront mettre l'accent sur la résilience et la durabilité, tout en garantissant l'équité intergénérationnelle. L'orientation de la politique monétaire devra rester fondée sur les données et il conviendra de rester attentif à l'évolution des tensions inflationnistes sous-jacentes.

Permettez-moi de conclure en soulignant l'engagement sans faille du FMI dans son soutien aux pays du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord. Notre mobilisation est forte, à la fois en termes de financement que de présence. Rien que cette année, le FMI a approuvé 13,4 milliards de dollars de financement en faveur des pays de la région Moyen-Orient Afrique du Nord et du Pakistan.

Par ailleurs, le FMI maintient une présence importante dans la région. Nous avons notamment ouvert un nouveau bureau régional à Riyad, qui contribuera à renforcer le partenariat entre le FMI et les pays de la région.

Je vous remercie de votre attention et je vais maintenant répondre à vos questions.